

Articuler action locale et impulsion nationale

Les leçons d'une expérimentation

Entretien avec Gwenaëlle Hamon*



L'expérimentation menée au niveau communal est riche d'enseignements et elle valide, globalement, les vues des experts. Mais elle révèle aussi la difficulté de mobiliser les parties prenantes, même avec des acteurs publics porteurs d'une réelle volonté politique. S'il reste essentiel de confier aux conseils d'école et plus largement au « terrain » une capacité d'initiative et de discussion, une impulsion nationale semble s'imposer, faute de quoi rien ne bougera.

La ville de Rennes fait référence en matière de gestion des temps sociaux. Sur les rythmes scolaires, comment se passe la concertation ? Celle-ci est-elle du ressort de la ville ou de l'agglomération ?

Il s'agit d'une des compétences de la ville, mais sur des questions comme les rythmes, un groupe de travail d'une trentaine d'élus de l'agglomération se réunit tous les deux mois pour échanger.

Cela dit, une partie des décisions est du ressort des conseils d'école, c'est-à-dire qu'elles sont prises au plus près du terrain. La ville possède dans ces conditions un pouvoir d'initiative et d'accompagnement. Dès 2002, nous avons ainsi lancé une expérimentation, avec l'école Sonia Delaunay. Ce fut pour nous une phase d'apprentissage et nous n'avons pas ménagé nos efforts, en menant un gros travail de concertation avec les enseignants, les habitants du quartier, et en sollicitant des spécialistes comme le chronopsychologue François Testu. L'expérimentation portait sur l'ensemble des temps : la journée, la semaine, mais aussi l'année scolaire. Nous avons ainsi pu mettre en place une semaine de quatre jours et demi (avec le mercredi matin et non plus le samedi comme précédemment), mais aussi et surtout mettre en œuvre la fameuse alternance de sept semaines de cours et deux semaines de vacances. Enfin, un réel travail d'évaluation, passant par une comparaison méthodique avec une école aux caractéristiques équivalentes, a permis de nourrir les réflexions sur la poursuite éventuelle de l'opération.

En termes de résultats scolaires proprement dits, la différence n'était pas significative. Mais elle était sensible en revanche dans la concentration et l'estime de soi, avec par exemple une prise de parole plus facile des enfants - ce qui peut soutenir leur réussite à terme, et n'est pas sans incidence sur l'ambiance de l'établissement.

Avez-vous poursuivi l'expérience ?

Quand on est passé à la semaine de quatre jours en 2008, le ministère a laissé aux communes la possibilité d'accompagner les écoles qui souhaiteraient mettre en place la semaine de quatre jours et demi, avec classe le mercredi matin. Nous avons donc envoyé un courrier aux écoles, en leur proposant une aide si elles étaient intéressées. Il ne s'agissait pas de refaire ce que nous avions tenté en 2002, où la démarche de la ville était très volontariste et où l'expérimentation portait sur l'ensemble des temps. Mais nous étions néanmoins porteurs d'une réelle ambition. L'équipe municipale est en effet animée par la conviction que la semaine de quatre jours est non seulement mal adaptée, mais aussi inégalitaire, avec une capacité inégale des familles à organiser le mercredi, ou à être présentes le soir.

La réponse des écoles a été timide. Dans un premier temps, seule l'école Trégain, dont la directrice avait justement été en poste à Sonia Delaunay, s'est lancée. Le Conseil d'école a été

* Gwenaëlle Hamon est adjointe au maire de Rennes, déléguée à l'Éducation et à la Jeunesse, et vice-présidente de Rennes Métropole.

l'élément moteur de l'opération, accompagné par la ville qui a fourni en quelque sorte une ingénierie. Un travail de concertation a mobilisé l'équipe enseignante, les parents, mais aussi les associations du quartier. Ce qui donnait une certaine valeur à cette expérience, c'est que l'école en question est située en ZUP (zone à urbaniser en priorité), à Maurepas, quartier qui concentre des populations en difficulté, et où commençaient à apparaître des fuites dans les inscriptions. Deux ans après, cette logique s'est inversée. Et quand on se rend dans l'école, on est frappé par l'ambiance, qui n'est pas du tout la même qu'ailleurs. De ce point de vue, l'expérience est vraiment probante.

L'année suivante trois nouvelles écoles ont souhaité réfléchir, et des groupes de travail ont été mis en place avec des parents. Là encore, nous avons accompagné le processus, en faisant venir par exemple le professeur Hubert Montagner[†]. Mais sur les trois écoles, deux ont renoncé.

Sur quel motif ?

Dans un cas ce sont plutôt les parents qui ont reculé, car cela remettait en cause des habitudes de vie, par exemple des cours de musique qu'on « casait » le matin et du sport l'après-midi. Dans l'autre cas, c'est plutôt l'équipe enseignante qui a freiné. Pour les uns et pour les autres, le mercredi est un temps sensible. Dans la troisième école, le débat continue.

Au terme de ces différentes expériences, on peut tirer un certain nombre de conclusions. La première est que le jeu en vaut la chandelle, et l'exemple du quartier Maurepas nous montre bien qu'en jouant intelligemment sur les temps on peut amener un établissement à entrer dans une logique vraiment positive. L'école perdait des élèves il y a quelques années, c'est le contraire aujourd'hui.

La deuxième conclusion est qu'il reste difficile de mettre d'accord toutes les parties et que les habitudes de vie constituent un frein. Dans ces conditions, il me semble que seule une décision gouvernementale, s'imposant à tous, pourra permettre au niveau local de réelles avancées sur la question des rythmes scolaires.

Il ne s'agit pas, bien entendu, de déposséder l'échelon communal et le Conseil d'école de leur capacité à mettre en œuvre et à faire des choix. Au contraire, il me semble essentiel de bien prendre en compte ce temps d'organisation et de concertation, et ce serait une erreur par exemple de dire aux écoles en juin prochain, qu'elles passeront début septembre à la semaine de quatre jours et demi. Mais si ce temps d'élaboration locale, avec toutes les parties concernées, est essentiel, une impulsion nationale me semble aujourd'hui nécessaire. Et l'expérience d'autres villes, comme Grenoble qui a mené sur ce sujet une politique volontariste, va dans le même sens. Il serait illusoire de tout laisser faire au niveau local, tout comme il n'est pas question de revenir à un modèle où tout est décidé au niveau ministériel. L'enjeu aujourd'hui est d'articuler les différents niveaux.

Propos recueillis par Richard Robert

[†] Hubert Montagner, directeur du laboratoire de psychophysologie de la Faculté des Sciences de Besançon est un spécialiste de la question des rythmes scolaires.